

Riposter à Raffarin, ouvrir d'emploi et

Depuis plus de deux ans et demi, le chômage et la précarité progressent, en France et en Europe. Ce n'est pourtant pas une fatalité. Ce qui est aujourd'hui en cause c'est la volonté de la droite et du patronat de satisfaire les exigences des marchés financiers.

Face à cette explosion de l'insécurité sociale, aggravée par la politique de Raffarin, les communistes veulent contribuer à la riposte immédiate. Ils n'entendent pas que la gauche réédite ce qui l'a conduite à l'échec : la conciliation avec les exigences de la Bourse et du Medef.

Il faut dépasser les promesses démagogiques jamais tenues, à commencer par celles de Chirac et de Raffarin. Nous voulons rassembler pour une sécurisation de l'emploi et une formation effective tout au long de la vie. C'est pourquoi nous souhaitons encourager toutes les luttes pour arracher des mesures immédiates, mettre en débat une autre mobilisation de l'argent des entreprises, des banques, des fonds publics, favoriser une prise de conscience du besoin de droits et de pouvoirs effectifs nouveaux sur la gestion des entreprises pour la changer. Ces luttes rassembleuses et ces débats doivent permettre d'avancer dans la construction d'un projet de société alternatif et ambitieux.

C'est le sens que devrait prendre l'engagement des communistes et de toutes leurs organisations dans une campagne nationale contre le chômage, la précarité, pour l'emploi, pour aller vers une Sécurité d'emploi ou de formation.

Ces questions doivent être au cœur des élections cantonales, régionales et européennes. En effet, déjà les conseils généraux et régionaux jouent un rôle important du point de vue des politiques d'accompagnement social, d'insertion dans l'emploi, d'accès à la formation continue et de promotion économique des territoires. La prétendue décentralisation initiée par la droite entend subordonner plus étroitement ces collectivités territoriales à la rentabilité financière des grands groupes, enfermant les départements dans un accompagnement social concourant à la baisse du coût salarial de l'emploi et la région dans

un face-à-face avec les capitaux financiers contre l'intérêt social des salariés et des populations. Enfin, chapeautant l'ensemble, c'est la fuite en avant dans une Europe supranationale au service de la Finance et d'une concurrence exacerbée entre européens. C'est cela que le projet de Constitution de Giscard d'Estaing entend graver dans le marbre.

Avec les prochaines élections, à chaque échelon, on retrouve ces enjeux de rassemblement pour contrer ces tendances et faire avancer les exigences pour d'autres politiques et une alternative de transformation sociale radicale et crédible

« La campagne nationale pour l'emploi pourrait être ainsi un élément central de cohérence entre toutes les batailles électorales qui attendent les communistes. »

Les six chantiers d'intervention proposés doivent permettre de donner du contenu à nos propositions et à nos actions, qu'il s'agisse de l'indemnisation et du retour à l'emploi des chômeurs, de la suspension des plans de licenciements et de la recherche d'alternatives, de la sécurisation de l'emploi dans les territoires, de la conversion d'emplois précaires en emplois stables, notamment pour les jeunes, de l'accès effectif de chacun-e à la formation professionnelle continue ou encore les luttes contre les discriminations touchant les femmes, les travailleurs âgés, les salariés immigrés et les jeunes vis-à-vis de l'emploi

Nous avons l'ambition de faire de ces objectifs sociaux des chantiers d'action immédiats avec tous ceux qui sont concernés et de toutes les forces qui luttent dans ce sens.

Tout de suite, les communistes devraient organiser des campagnes de sensibilisation dans les entreprises, les bassins d'emploi, les localités.

Nous souhaitons ainsi contribuer au développement d'un grand mouvement national pour dire « Le

les chantiers de la Sécurité de formation

chômage ça suffit ! Stop à la précarité ! Pour l'emploi et la formation, nous voulons des pouvoirs nouveaux pour les salariés, les comités d'entreprise, les citoyens, les élus ! Nous voulons de nouveaux financements ! ».

« La démarche par chantiers visent à favoriser les luttes à partir des aspirations diverses. »

Il est nécessaire de se donner les moyens de changer les relations des entreprises avec les banques, les marchés financiers, au cœur des difficultés actuelles. Les 18 milliards d'euros de fonds publics accordés aux exonérations de cotisations patronales pourraient servir à doter un nouveau Fonds national et régionalisé pour sécuriser l'emploi avec la formation. Ainsi cesserait le scandale des exonérations de cotisations sociales pour favoriser les emplois à bas salaire et des placements financiers des profits supplémentaires ainsi libérés ! Mais ce Fonds peut être anticipé plus tôt là où c'est possible .

Ce Fonds ouvert à l'intervention des citoyens, des salariés et des élus de terrain permettrait, par une prise en charge publique des intérêts d'orienter sélectivement le crédit bancaire aux entreprises vers les investissements les plus créateurs d'emplois et de formation. Il amènerait les banques à se préoccuper de l'emploi et à modifier leur comportement vis-à-vis des entreprises, notamment les PME. Enfin il s'agirait ainsi d'inciter toutes les banques à de nouvelles pratiques jusqu'à pousser, au niveau européen, à une véritable réorientation de la BCE. Une telle proposition commence à être portée dans le mouvement social lui-même. Ainsi les Unions régionales CGT, FO, CFE CGC, UNSA, FSU d'Ile de France demandent que soit institué un Fonds régional de soutien de l'emploi et de la croissance réelle avec un contrôle des fonds publics versés aux entreprises.

À partir de pratiques visant à faire reculer l'insécurité sociale pourrait grandir la perspective d'une société radicalement nouvelle, pour sécuriser, dans

la liberté, tous les moments de l'existence de chacun-e, à partir de l'enjeu si crucial de l'emploi et de la formation.

Nous voulons ainsi avancer dans la construction d'un système de « Sécurité d'emploi ou de formation » pour chacun-e. Pleinement réalisé, le système viserait à assurer, à chacune et à chacun, un bon emploi ou une bonne formation pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une continuité de revenus et droits et avec des passages de l'une à l'autre activités maîtrisés par les intéressés.

Cette mobilité dans la sécurité permettrait de supprimer les emplois devenus dépassés ou inefficaces sans que cela ne se traduise par du chômage. Une sécurité d'activité et une mobilité choisie de promotion de tous avec une rotation entre emploi et formation permettraient de s'attaquer radicalement au chômage et viserait sa suppression. Cela permettrait une véritable maîtrise sociale des progrès technologiques et de sa vie par chacun-e.

Contre les divisions des salariés et leur culpabilisation cultivées par la droite et le patronat, ces propositions et la démarche par chantiers visent à favoriser les luttes à partir des aspirations diverses tout en favorisant les convergences des chômeurs ou Rmistes jusqu'aux salariés les plus qualifiés. Contre la monopolisation des informations et des décisions par le patronat et une caste politique, nous entendons favoriser l'intervention des salariés et des citoyens avec de nouveaux droits dans tous les lieux de pouvoirs.

Il s'agit ainsi de profondément renouveler les pratiques sociales et politiques et de viser une démocratie réellement participative jusque dans les entreprises. ■



Marie-George Buffet